

L'austérité budgétaire et ses effets sur la croissance économique

Critique de l'entretien avec Éric Heyer dans Alternatives Économiques

écrit par [Alexis Sémanne](#) 24 septembre 2024 1540 vues



Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE, institut lié à Sciences Po Paris, a accordé un entretien au magazine [Alternatives Economiques](#). Il y adopte une position alarmiste concernant les effets d'une politique budgétaire qu'il dit d'austérité. La nomination de Michel Barnier à Matignon l'inquiète, c'est une figure de droite qui, selon lui, annonce un virage vers la rigueur budgétaire. L'économiste affirme qu'une réduction des dépenses publiques entraînera une baisse de la demande, une perte de productivité et une destruction d'emplois. Cette objection, cependant, repose sur des fondements keynésiens dépassés et ne prend pas en compte les bénéfices potentiels d'une gestion budgétaire responsable. Une réduction efficace des dépenses publiques et une réforme fiscale appropriée peuvent, au contraire, stimuler la croissance économique et soutenir l'innovation.

I. La véritable nature de l'austérité : gestion responsable des finances publiques

Heyer présente l'austérité comme une réduction aveugle des dépenses publiques, ignorant les nombreuses réformes qui visent à optimiser la gestion des ressources. Il est essentiel de distinguer une austérité brutale d'une gestion budgétaire responsable, qui se concentre sur l'élimination des dépenses inefficaces et sur la réallocation des fonds vers des secteurs porteurs, comme l'[innovation](#) ou l'[entrepreneuriat](#). Contrairement à ce que soutient Heyer, l'exemple de la Suède dans les années 1990 montre qu'il est possible de réduire les [dépenses publiques](#) tout en stimulant la croissance. En réduisant les dépenses superflues et en favorisant les réformes structurelles, la Suède a réussi à créer un environnement économique plus compétitif et dynamique.

II. Les failles des politiques keynésiennes

Heyer adopte une perspective keynésienne, où la dépense publique est vue comme un outil essentiel pour soutenir la demande (rappel : au premier [trimestre 2024](#), la dette publique augmente de 58,3 Md€ et s'établit à 110,7 % du PIB, la France étant le troisième pays le plus endetté après la Grèce et l'Italie). Cette approche néglige le fait que des dépenses excessives entraînent souvent des distorsions économiques et un alourdissement de la [dette publique](#), sans résultats durables sur la productivité. En recentrant les politiques économiques sur la réduction des prélèvements obligatoires et en favorisant un environnement de libre concurrence, le gouvernement peut encourager l'innovation, la compétitivité et la croissance à long terme.

III. L'importance d'une réforme fiscale pour stimuler l'économie

Heyer ne mentionne pas l'impact positif qu'une [réforme fiscale](#) pourrait avoir sur l'économie. Une baisse des impôts sur les entreprises et les travailleurs, combinée à une simplification des réglementations, pourrait encourager l'investissement privé et soutenir l'activité économique. Une telle réforme favoriserait également l'entrepreneuriat, en créant un climat plus favorable aux entreprises et en stimulant la création d'emplois dans

des secteurs innovants. L'adoption de la [Tax Cuts and Jobs Act aux États-Unis en 2017](#), par exemple, a réduit les impôts sur les entreprises, ce qui a entraîné une hausse des investissements privés et des créations d'emplois. Cette réforme fiscale a également stimulé la compétitivité des entreprises et soutenu la croissance économique.

IV. Les économistes subventionnés et leur vision biaisée de l'économie

Heyer, à l'instar d'autres économistes subventionnés par l'État, continue à défendre des solutions keynésiennes malgré leur inefficacité à long terme. Ironiquement, Keynes lui-même, dans sa Théorie générale, résumait cette approche en affirmant avec humour : « À long terme, nous serons tous morts. » Ces économistes continuent de prôner une augmentation des dépenses publiques pour soutenir la demande, sans reconnaître que de telles politiques n'ont pas permis de résoudre les problèmes économiques structurels. En réalité, la réduction du rôle de l'État et la promotion de la libre concurrence sont les clés pour sortir l'économie de sa stagnation.

En persistant à défendre des politiques keynésiennes dépassées, Éric Heyer néglige l'opportunité d'une gestion budgétaire rigoureuse capable de relancer l'économie de manière durable. La solution réside non pas dans l'augmentation des dépenses publiques, mais dans la réduction de l'État et la libération des forces créatrices du marché.